

Développer les compétences pour mieux gérer l'eau



*Office
International
de l'Eau*

**Rapport
d'activités
2006**

**CNFME
CNIDE
AQUACOOPE**

Le Centre National de Formation aux Métiers de l'Eau

L'année 2006 constitue une pause relative dans la croissance connue par le CNFME depuis 2001.

Le chiffre d'affaires de 4,1 MF est en hausse d'un peu plus de 4 % sur 2005, avec des écarts plus marqués selon les activités.

Formation Catalogue



Le CNFME a réalisé 238 sessions regroupant 2.099 stagiaires, qui se sont tenues à Limoges et La Souterraine, et accessoirement à Paris, Le Bourget, Nice et Tarbes. Il s'agit d'un léger recul par rapport à

2005, où 2.139 stagiaires avaient été formés. Toutes les thématiques de l'offre catalogue ont correctement fonctionné, et on note une demande plus forte sur l'ANC, les travaux, la sécurité des personnels, ainsi qu'une nouvelle dynamique sur l'eau potable.

Formation "Carte"

241 stages spécifiques destinés à 2.195 stagiaires (2.265 en 2005) ont été réalisés par le CNFME pour le compte de ses commanditaires. Ils se sont déroulés le plus souvent sur le site des clients, mais aussi à Limoges ou La Souterraine en raison de la présence de plates-formes pédagogiques.



Actions Internationales

Les actions internationales se sont considérablement développées en 2006.

Il s'agit assez rarement de stages réalisés en France pour des commanditaires étrangers (Algérie), plus souvent de formations assurées à l'étranger : Algérie, Burundi, Congo, Maroc, Tunisie...

Il s'y ajoute des actions liées au développement des compétences, avec un gros projet au Maroc pour définir l'organisation et le plan de formation du service assainissement de l'ONEP, mais aussi des interventions en Serbie et au Canada.

Enfin, le CNFME a contribué au projet de centre de formation en Afrique du Sud sous le pilotage de la DCI.

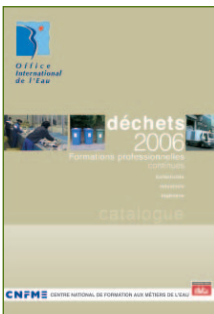
Au total les actions internationales représentent 10 % du chiffre d'affaires du CNFME en 2006.

Divers

Traditionnellement, le CNFME réalise quelques études à la sollicitation de ses clients. Elles ont représenté au total 125 kEuros. Il s'agit le plus souvent de petits diagnostics ou d'expertises techniques, mais on peut mentionner une action plus importante d'aide à la décision pour le transfert de la compétence assainissement à la Communauté d'Agglomération de Limoges.

Développements

2006 a vu la concrétisation de deux dossiers de développement sur lesquels le CNFME réfléchissait depuis plusieurs années :



Formations déchets

Un premier catalogue concernant les formations à la collecte et au traitement des déchets domestiques a été proposé, limité à une douzaine de stages, dont un s'est ouvert.

L'analyse des retours et des contacts avec les professionnels a permis d'ajuster le contenu de l'offre, la durée et le coût des stages, et un catalogue mieux ciblé et beaucoup plus complet avec 30 stages a été élaboré pour l'année 2007.

Journées du CNFME



Il s'agit de formations d'une journée destinée à faire le point sur des thèmes d'actualité. 4 journées ont été proposées, dont 3 ont pu s'ouvrir, rassemblant 160 personnes sur des sujets comme l'optimisation énergétique, les méthodes analytiques ou la gestion des boues.

Par ailleurs, le CNFME a assisté la DGS dans l'organisation d'une journée d'information sur les périmètres de protection.

Enfin, le CNFME a essayé de relancer des actions de formation vers les élus, en s'associant avec l'IFET, organisme spécialisé de l'ADF. 3 formations ont été proposées qui n'ont pu s'ouvrir, faute de participants en nombre suffisant.

Investissements



2006 a été marqué par la réalisation d'un programme d'investissement très important sur Limoges : doublement du hall technique pour accueillir de nouvelles plates-formes, réaménagement de l'accueil, sécurisation du site.

Il s'agit d'un programme de près de 500.000 Euros, qui a bénéficié du soutien de la Région, du Conseil Général et de la Ville de Limoges, mais pour lequel l'OIEau a assuré l'essentiel du financement.

Par ailleurs, la poursuite de la mise à niveau des plates-formes de La Souterraine a porté sur la métrologie et la télégestion.

Promotion

Les actions de promotion habituelles ont été réalisées :

- Création et diffusion à 26.000 exemplaires du catalogue 2007,
- Participation au salon Pollutec, avec stands dans les halls eau et déchets,
- Mise à jour continue du site web du CNFME.

Par ailleurs, le CNFME a participé à des manifestations thématiques en région :

- Journée de l'ANC à Arras,
- Rencontre de l'eau d'Aix les Bains,
- Assises des déchets à Agen.

Le Centre National d'Information et de Documentation sur l'Eau

L'année 2006 est marquée par une croissance très significative de l'activité du CNIDE, de plus de 9 % par rapport à 2005, avec un chiffre d'affaires de 2.600 kEuros.

La croissance en 2006 doit beaucoup au développement de nouveaux contrats.

Le SANDRE Développement du Système d'Information sur l'Eau

Le CNIDE exerce un rôle clé depuis de longues années dans la normalisation des données sur l'eau, qui est à la base du dispositif de fédération des données produites par les acteurs de l'eau, désormais appelé le Système d'Information sur l'Eau (SIE).

Dans le cadre du SANDRE et de la CPO avec le MEDD, le CNIDE définit les dictionnaires de données, en s'appuyant sur les compétences des partenaires concernés : MEDD et DIREN, Agences, SHAPI, BRGM, IFREMER, CSP, etc. Il assure la gestion de nomenclatures partagées, comme par exemple celle des substances mesurées et des méthodes analytiques. Egalement dans le domaine des référentiels communs, le SANDRE organise la structure et la mise à jour des référentiels cartographiques que sont la BDCARTHAGE pour les eaux de surface, et la BDRHF pour les eaux souterraines.

En parallèle, le SANDRE définit les protocoles d'échange informatisé pour les données, avec l'aboutissement en 2006 d'un travail destiné à dématérialiser les demandes d'analyses et la communication des résultats entre les opérateurs de réseaux de mesures et les laboratoires.

Le SANDRE est également très impliqué dans l'architecture technique interopérable, qui permet de donner accès au public, via des portails internet, aux différentes bases de données qui constituent le SIE. Les règles d'interopérabilité s'appuient sur des "services web" et sur des méta données référencés par le SANDRE.

Enfin, le CNIDE exploite et fait vivre le serveur SANDRE d'EAUFRANCE, qui permet d'accéder aux normes de données, aux métadonnées et aux référentiels communs. Ce serveur a été entièrement remodelé en 2006, avec en particulier une nouvelle interface cartographique s'appuyant sur des logiciels libres.

Normalisation du système d'information sise-eau

Le CNIDE contribue très largement à l'amélioration de système d'information SISE-Eau en normalisant les échanges de données entre les distributeurs et les DDASS et en administrant les référentiels communs associés. Par ailleurs, le CNIDE assiste la DGS dans la conduite des développements des spécifications techniques.

Pratiquement le CNIDE assiste la DGS pour élaborer les scénarios d'échanges de données relatifs au système SISE-Eaux de surveillance sanitaire de l'eau potable et les exploitants de réseau, et effectue des travaux de normalisation des données exploitées par SISE-Eaux. Pour cela, le CNIDE assure :

- l'animation des réunions du groupe DDASS- Distributeurs,
- l'élaboration des spécifications techniques Sandre DDASS- Distributeurs,
- la réalisation d'un tableau de correspondance des paramètres Sandre et Sise,
- la réalisation d'un tableau de correspondance des intervenants Sandre et UGE,
- l'administration des référentiels communs,
- l'assistance pour la mise en œuvre de l'application de terrain.

Notons également que le CNIDE a récemment créé un espace projet sur l'Internet dédié aux travaux énoncés ci-dessus. Chaque membre de cet espace peut échanger des documents avec les autres membres du groupe de travail.

Gestion et valorisation des données sur l'eau

Le CNIDE assiste également la DPPR dans le cadre du registre des émissions polluantes IREP, l'IFEN pour la mise en œuvre du système d'information sur la nature, et divers autres acteurs dans le cadre de la mise en œuvre du Sandre.

A l'international, ce savoir faire est mis à disposition des jumelages et de la DCI : Pologne, Roumanie, Hongrie, Algérie, SEMIDE.

EAUDOC

EAUDOC désigne l'ensemble des activités autour de la base documentaire que détient l'OIEau.

En 2006, l'alimentation de la base a concerné 3250 nouvelles références, produites par l'OIEau par dépouillement de revues spécialisées ainsi que par veille sur Internet. Près de 500 références proviennent ainsi des résultats des programmes de recherche menés dans le 5^{ème} et le 6^{ème} PCRD de l'Union Européenne. Les accords avec l'INIST ont été renouvelés, permettant de mutualiser les références avec cet organisme.

La base reprend également certaines références du réseau Fontaine du MEDD et des Agences, pour lequel le CNIDE assure un travail de regroupement et de dédoublement. Avec ces mêmes partenaires, le CNIDE réalise le thésaurus de l'eau et le publie.

La base EAUDOC est consultable sur Internet, et en 2006 ce sont en moyenne plus de 110 visiteurs par jour qui ont fait des recherches documentaires sur EAUDOC.

En complément d'EAUDOC sont proposés une revue des sommaires des principales revues du domaine de l'eau, un agenda des événements, une diffusion sélective d'information sur la base de profils d'intérêt des utilisateurs, une lettre électronique hebdomadaire de veille AQUAVEILLE.

Le bulletin "Information Eau" diffusé à environ 1000 exemplaires a fait l'objet d'une refonte complète, aussi bien dans son contenu, devenu moins bibliographique et plus proche de l'actualité, que graphique avec une nouvelle formule en quadrichromie. La fréquence de diffusion est devenue bimestrielle.

Enfin, le CNIDE a réalisé 7 synthèses bibliographiques sur des sujets d'actualité en partenariat avec l'ENGREF.

Le système informatique EAUDOC ayant été mis en place il y a 6 ans, un gros travail a été mené en 2006 pour définir et acquérir les outils qui le remplaceront. Afin de répondre aux besoins actuels, l'accent a été mis sur l'acquisition d'un moteur de recherche capable d'indexer aussi bien la base documentaire EAUDOC que les nombreux serveurs que l'OIEau exploite, et d'un logiciel de veille sur Internet, de façon à permettre au CNIDE d'être plus rapide et plus pertinent dans sa collecte d'information.

Le Centre National d'Information et de Documentation sur l'Eau

Serveurs spécialisés de diffusion d'information

A côté de la base EAUDOC, qui correspond à une démarche d'interrogation par les utilisateurs, le CNIDE développe des serveurs thématiques qui sont eux destinés à apporter des informations sélectionnées à diverses communautés d'usagers.



CARTEL'EAU s'adresse aux élus locaux et aux services des villes pour ce qui concerne les aspects réglementaires et

juridiques de l'eau potable et l'assainissement.

Ce site bénéficie d'une forte audience, avec plus de 2000 connexions par jour, et 4000 abonnés à sa lettre électronique hebdomadaire.

En 2006, un effort particulier a été porté pour actualiser les guides et les fiches thématiques, ainsi que pour améliorer le rythme des réponses aux questions (en moyenne 5 par jours). Par ailleurs, un volet "consommation d'eau" a été mis en oeuvre en 2006, qui s'intégrera dans un nouveau site en 2007 dédié à l'eau dans l'habitat.

Suite à une réflexion globale sur le site menée en 2006, CARTEL'EAU deviendra Eau-dans-la-Ville en 2007.

GEST'EAU fédère et diffuse les savoirs en matière de gestion locale de l'eau. Ce site, qui connaît une bonne croissance de l'audience, avec près de 800 visites par jour, fait l'objet de mises à jour hebdomadaires.



Le serveur ECONOMIE regroupe les documents relatifs aux aspects économiques (usages de

l'eau, tarification, coûts environnementaux) et s'inscrit dans un dispositif d'appui à la mise en oeuvre de la DCE. Il a été ouvert en mars 2006, et l'OIEau l'anime en liaison avec la DE, la D4E, l'IFEN et les Agences de l'Eau.

Le site POLITIQUE DE L'EAU a été mis en place à l'occasion du Forum Mondial de l'Eau de Mexico en mars 2006. Réalisé en français, anglais et espagnol, il présente les contributions des acteurs français de l'eau : acteurs institutionnels, mais aussi les associations de collectivités. A l'issue du Forum, il est devenu le site permanent de présentation des acteurs institutionnels français à l'international.

Enfin, le **POINT FOCAL FRANCAIS DU SEMIDE** représente la contribution française à ce système d'information. Il contient des documents issus d'EAUDOC, ainsi qu'un agenda d'événements et un répertoire d'institutions.

Etudes, Recherches

Le savoir faire du CNIDE en matière de veille, de collecte d'information, d'analyse de contenu et d'animation de réseau l'amène à s'impliquer le plus en plus dans des projets où ces compétences sont mises en oeuvre.

IWRM-Net : Le CNIDE pilote ce dossier européen obtenu dans le cadre du 6^{ème} PCRD, qui a démarré en 2006 pour une durée de 5 ans. Il s'agit de mettre en réseau les programmes de recherche nationaux des pays de l'UE relatifs à la gestion intégrée et à la DCE. Le projet implique 17 partenaires européens, que l'OIEau anime et coordonne.

Centre thématique pour les eaux de l'Agence Européenne de l'Environnement : Au sein d'un consortium européen qui a contractualisé avec l'AEE jusqu'à la fin de 2006, le CNIDE contribue aux analyses sur les émissions polluantes, et fournit un appui méthodologique pour les comptes qualitatifs de l'eau.

Substances prioritaires : Le CNIDE assure avec l'INERIS une assistance à la DG-ENV jusqu'à fin 2007 pour la mise en oeuvre du volet substances prioritaires de la DCE.

Etudes économiques

Plusieurs projets portant sur les aspects économiques de l'eau, en rapport le plus souvent avec la DCE, ont mobilisé le CNIDE.

- **INECO**, qui démarre vise à définir les instruments institutionnels et économiques pour la gestion de l'eau dans le contexte méditerranéen ;
- **WATERSstrategyMan**, qui s'achève, s'intéresse davantage à la régulation économique de l'offre et la demande en eau ;
- **Appui à l'AESN** pour les analyses économiques requises par la DCE du bassin Seine-Amont.

Gestion participative et partage d'expérience

- **MELIA** étudie les modalités de dialogue entre acteurs de la politique de l'eau autour du bassin Méditerranéen ;
- **WFD Community** vise à assurer un partage de compétence sur la mise en oeuvre de la DCE dans les pays d'Europe, à travers des communautés d'apprentissage ;
- Assistance à la consultation du public pour les états des lieux DCE en Martini-que ;
- Assistance à la Région Limousin pour la tenue d'un forum de l'eau.

Analyses comparatives

- une étude de comparaison des pratiques de police des eaux dans quelques pays de l'ouest de l'Europe ;
- analyse des projets concernant l'eau du programme Interreg IIB sur l'arc atlantique, en vue de fournir des préconisations pour le futur programme.

Synthèses techniques

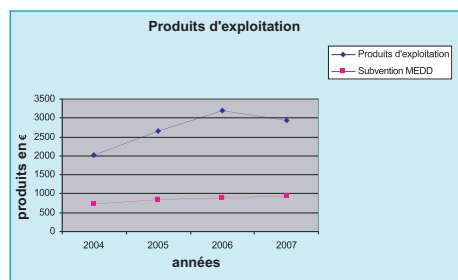
- **DEPURANAT**, qui s'est achevé fin 2006 fait le point sur les techniques d'épuration dites naturelles ;
- **Méthodologie d'analyse des projets d'hydroélectricité** du point de vue économique et environnemental pour le compte d'une DRIRE.

Au total, ces activités d'études ont représenté un chiffre d'affaires de plus de 820 kEuros, réalisés avec une trentaine de clients. Les contrats passés directement avec des clients internationaux (hors DCI) atteignent 494 kEuros, soit près de 20 % du total de l'activité CNIDE.

Présentation générale

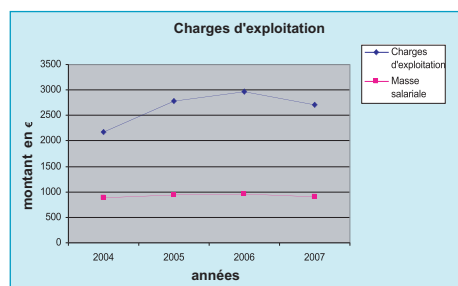
En 2006, l'activité de la DCI a connu une continuité avec l'année 2005 :

Le produit d'exploitation a continué de croître.



La masse salariale a suivi une progression régulière.

Il faut noter le remplacement du Directeur à compter d'avril 2006 ; M. MANCEL ayant fait valoir ses droits à la retraite, c'est M. MILLO qui lui a succédé.



Présentation des catégories de projets par type de financement

Le nombre de projets gérés par les chefs de projets de la DCI s'est élevé à 36 pour 2006 alors qu'il était de 43 en 2005, traduisant ainsi une taille moyenne plus importante en 2006. Ces projets peuvent être répartis en cinq grandes catégories :

Les activités statutaires soutenues par les Ministères français :

- Convention Pluriannuelle (CPO) avec le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable (MEDD) ;
- Convention avec le Ministère de la Santé ;
- Convention avec le Ministère de l'Equipe-ment.

Les programmes soutenus par les Ambassades de France (Ministère des Affaires Etrangères) :

- Algérie : trois marchés sur lettre de commande ;
- Afrique du Sud : poursuite du centre de formation ;
- Mexique: poursuite de l'appui à la mise en oeuvre du Système National d'Information sur l'Eau (SINA) ;
- Turquie : mission d'appui sur la Directive eaux usées urbaines ;
- Kenya (ACRE).

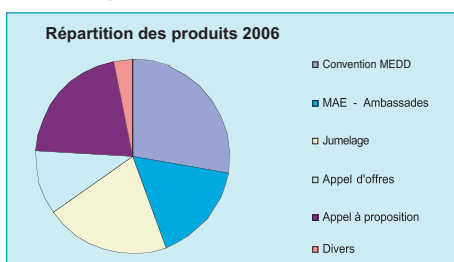
Les appels à proposition et les jumelages européens :

- Projet TWINBASIN : échanges entre Organismes de Bassin (UE) ;
- Projet sur le fleuve Tisza, transfrontalier entre Roumanie et Hongrie (FFEM) ;
- Le jumelage avec la Pologne sur la Directive-Cadre Eau (UE) ;
- Le jumelage avec la Turquie sur "eau et santé" (UE) ;
- L'appui à l'Autorité du Bassin du Niger (UE) ;

Les projets gagnés sur appels d'offres, notamment :

- Algérie : Faisabilité d'un Centre de Formation aux Métiers de l'Eau (Coop. Belge) ;
- Méditerranée : projet RMSU, monitoring des projets de recherche sur l'eau (UE) ;
- Afrique de l'Ouest : Etude de faisabilité Observatoire GIRE (CEDEAO) ;
- Bassin du Nil, Ethiopie ;
- Cambodge (AFD).

Une catégorie "divers" a regroupé les projets n'entrant pas dans les rubriques ci-dessus.



UE : Union Européenne (source de financement)
 FFEM : Fonds Français pour l'Environnement Mondial
 RMSU : Régional Monitoring Support Unit
 CEDEAO : Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest
 AFD : Agence Française de Développement
 UCRE : Unité de Coordination Régionale des Ressources en Eau (CEDEAO)

Présentation des projets mis en oeuvre en 2006

Les conventions

La Convention Pluriannuelle (CPO) avec le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable

Elle a été reconduite en 2005 pour 3 ans.

Pour la partie qui concerne la Direction de l'Eau, le montant de l'objectif 1 mis en oeuvre par la Direction de la Coopération Internationale a été en 2006 de 727 000 Euros.

Cet objectif comporte 4 volets :

- La gestion intégrée des ressources en eau et l'animation du RIOB ;
- L'application de la Directive-Cadre sur l'Eau ;
- La promotion des systèmes internationaux d'information sur l'eau ;
- La gouvernance des services collectifs d'eau potable et d'assainissement

La CPO apporte un soutien important aux activités du Secrétariat Technique Permanent du RIOB qui portent sur l'animation générale du Réseau, l'édition de la lettre du Réseau en 3 langues et sa diffusion en 12 000 exemplaires, le développement du site Internet, l'organisation des réunions du bureau de liaison, le suivi des activités des Réseaux Régionaux.

L'année 2006 a de plus été marquée par les travaux importants liés au Forum Mondial de l'Eau de Mexico en mars, et par l'organisation en septembre à Megève de la 4^e Conférence du Groupe des Organismes de Bassin pour la mise en oeuvre de la Directive-Cadre sur l'Eau.

La CPO soutient l'organisation de sessions régionales d'échanges d'expérience sur la mise en oeuvre de la Directive. Un atelier a réuni des spécialistes d'une dizaine de pays d'Europe Centrale en juin 2006, à Bucarest sur le monitoring et l'évaluation du bon d'état des eaux.

Une autre activité dans ce contexte est la préparation des propositions françaises de jumelages européens sur la mise en oeuvre de la directive-cadre. Le jumelage avec Malte a été retenu et le projet a démarré en janvier 2007.

La CPO permet d'apporter la contrepartie française à l'Unité Technique du SEMIDE, cofinancé par l'Espagne, l'Italie et la Commission Européenne. L'année 2006 a été marquée par le renforcement des Points Focaux Nationaux, la poursuite des études thématiques (gestion de

La Direction de la Coopération Internationale - AQUACOOPE

l'eau d'irrigation), le lancement d'une étude de faisabilité pour un mécanisme régional d'observation sur l'eau en Méditerranée, l'organisation de la réunion des directeurs de l'eau EUROMED en novembre à Athènes et la préparation de la 3^e phase de financement européen.

Les activités du volet gouvernance des services d'eau et d'assainissement ont surtout porté au 1^{er} semestre sur la préparation et le suivi du Forum Mondial de l'Eau de Mexico. Au-delà, des travaux ont eu lieu sur les indicateurs de performance en préfiguration d'un projet pour plusieurs villes d'Afrique, et sur le suivi d'un projet de centre de formation aux métiers de l'eau en Inde.

Pour la partie qui concerne le SAI, le montant en 2006 a été de 100 000 Euros :

- Identification de nouveaux projets de jumelage institutionnel en Europe de l'Est et en Méditerranée. L'objectif à moyen terme est de se positionner en amont auprès de certains pays pour accroître les chances des candidatures françaises lorsque des projets de jumelage arrivent dans le circuit officiel des offres. Les propositions pour la Slovénie, la Turquie et la Croatie sur la directive cadre et celle pour la Roumanie sur les inondations n'ont malheureusement pas été retenues et conduisent à une réflexion sur l'importance d'un soutien politique et la constitution des partenariats. A ce titre, une mission exploratoire a été organisée en Ukraine.
- Poursuite de la coopération bilatérale avec des pays prioritaires : Pologne pour assurer un suivi à l'issue du jumelage achevé en 2006, Brésil dans la perspective d'un projet FFEM sur la gestion du bassin de l'Amazonie.

La convention avec le Ministère de la Santé

L'OIEau a, dans le cadre du Protocole de Londres sur l'eau et la santé, participé avec le ministère, à la 1^{ère} réunion des parties au protocole organisée par l'organisation mondiale de la santé et la commission économique des Nations Unies pour l'Europe

L'OIEau a procédé à l'identification, à la préparation et à la présentation sur place de l'offre de jumelage conjointe entre la France et l'Italie, avec la Pologne portant sur les eaux destinées à l'alimentation humaine.

Dans le cadre du Partenariat français pour l'eau, l'OIEau participe au groupe de travail "gouvernance" et au groupe de travail "assainissement".

La convention avec le Ministère de l'Équipement

Signée en novembre 2006, cette convention a pour objectif de promouvoir dans le monde les principes français d'organisation, de financement et de gestion des services collectifs urbains des eaux.

Son montant est de 50 000 Euros.

Les thèmes principaux sont les délégations de service public, chartes des services, modalités de financements des infrastructures (PPP) et valorisation des technologies françaises. Les expériences significatives menées dans les pays européens feront l'objet de fiches de cas pour les acteurs français intervenant à l'étranger.

Le programme d'intervention soutenu par les Ambassades de France

Algérie

Le programme réalisé en Algérie porte sur deux secteurs de la gestion de l'eau : la gestion intégrée de la ressource et l'assistance technique à l'Algérienne des Eaux (ADE), secteur de la distribution de l'eau potable.

Début Juillet 2006, faisant état des risques de toutes natures (pollution, inondations) que faisait courir l'Oued Bechar à la population locale, la Direction de l'Hydraulique du Ministère des Ressources en Eau a sollicité l'appui de la France pour préparer rapidement les termes de référence d'une étude générale de Schéma Directeur de l'Assainissement et de la Protection des populations de la Commune de Bechar ; cette mission a été menée en novembre 2006.

Afrique du sud : appui au NCWSTI (National Community Water and Sanitation Training Institute)

L'Ambassade de France a préparé, en accord avec la partie sud-africaine, un appel d'offre international destiné à mettre en oeuvre un projet de développement des compétences professionnelles des acteurs sud-africains sur financement du Fonds Français de Soutien Prioritaire (FSP). L'Office International de l'Eau, en association avec la Société SAUR, ont été désignés en septembre 2003 comme adjudicataires de ce marché qui fait largement appel à l'expertise locale.



Plate-forme d'entraînement à la pose de canalisations

Les deux premières phases réalisées à ce jour ont porté sur le développement de 5 thématiques : traitement des eaux potables, traitement des eaux usées, électromécanique, maintenance mécanique et gestion commerciale, prenant en compte les méthodes et techniques d'évaluation pédagogiques spécifiquement adaptées au domaine de la formation professionnelle du secteur de l'eau.

Mexique

La poursuite de la coopération avec la "Comision Nacional del Agua" (CONAGUA) s'est traduite par plusieurs missions d'assistance technique au cours des 3 dernières années, visant à appuyer les processus de planification.

Cet appui s'est concentré sur les aspects méthodologiques, dans l'optique d'un passage progressif d'une programmation pluriannuelle (sexennale) d'investissements à une véritable planification intégrée de moyen et long terme.

La mise en place du Système National d'Information sur l'Eau et des Systèmes Régionaux d'Information sur l'Eau s'est traduit par :

- l'ouverture du site Web visant à présenter les actions en cours, valoriser les produits déjà existants et mettre à disposition les éléments du langage commun,
- La création du premier référentiel de caractérisation des principales ressources en eaux du Mexique
- La création et la mise en ligne d'un catalogue des acteurs de l'eau ("pages jaunes" du secteur de l'eau).



Réunion du groupe thématique "eau" (février 2006)

Turquie

L'Ambassade de France en Turquie a apporté un soutien au Ministère turc chargé de l'Environnement et de la Forêt pour préparer la mise en œuvre de la Directive Européenne "eaux résiduaires urbaines" dite Directive ERU en Turquie. En juin 2006, une vingtaine de responsables des différentes parties prenantes ont été réunis grâce à l'efficacité de la Direction turque de l'Eau. Deux experts de l'OIEau spécialistes de la gestion des eaux résiduaires urbaines et des collectivités locales ont été les animateurs.

Les appels à proposition et les jumelages européens

Projet TWINBASIN

Depuis septembre 2004, le projet TWINBASIN connaît une progression importante, dans la réalisation de ses objectifs. 34 jumelages sont actifs à ce jour, impliquant plus de 50 Organismes de bassins, originaires de 37 pays différents et d'horizons géopolitiques très divers (Israël - Palestine ; France - Brésil ; Espagne - Roumanie ; Kenya- Ouganda, Australie - Philippines, etc.).

En 3 ans de projet, la communauté TWINBASIN comptabilise plus de 70 rapports de missions. Ces résultats seront accessibles sous différentes formes : rapport, synthèse générale et thématique... TWINBASIN a aussi une autre vocation : celle d'échanger des connaissances avec les projets du "Clusters", notamment par le biais de web conférences.



Pays impliqués dans TWINBASINSM

Projet sur le fleuve TISZA, transfrontalier entre Roumanie et Hongrie

L'année 2005 a vu le lancement du projet Körös / Crisuri. Cet ambitieux projet financé par le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) et d'un budget global de 3,7 Millions d'Euros, est maintenant dans sa phase finale avec une clôture prévue pour mi 2007. Mené par l'Office International de l'Eau sous l'égide de la Commission Internationale pour

la Protection du Danube (ICPDR), bénéficiaire du projet, l'objectif est de permettre aux autorités hongroises et roumaines d'intégrer une politique de développement durable dans la gestion du bassin Körös / Crisuri, sous bassin de la Tisza, affluent du Danube, en prenant en compte les besoins des utilisateurs et la préservation des écosystèmes aquatiques.

Le projet prévoit également la mise en place d'un plan de prévention et de lutte contre les pollutions accidentelles de l'eau. Grâce à l'existence d'un contexte législatif européen commun, le projet jouit maintenant, avec l'instauration d'une meilleure communication entre les partenaires hongrois et roumains souvent opposés dans le passé et l'apport méthodologique des experts français, d'une dynamique positive comme en témoignent les résultats et avancées qui voient le jour et dont bénéficient pleinement les deux pays concernés et les états danubiens.

Le jumelage avec la Pologne

Le jumelage PHARE, sur la mise en œuvre de la Directive-Cadre européenne sur l'Eau (DCE) entre le Ministère français de l'Ecologie et le Ministère polonais de l'Environnement, s'est achevé en octobre 2006 après plus de 2 ans de travaux conduits par l'OIEau en tant qu'opérateur du projet.



Comparaison des méthodes d'évaluation de la qualité biologique des cours d'eau

Ce projet a mobilisé un conseiller français à plein temps à Varsovie, et 52 experts provenant du MEDD, des DIREN, des Agences de l'Eau (Adour Garonne, Artois-Picardie, Seine-Normandie, Rhin-Meuse), du BRGM et de l'OIEau pour la réalisation de 170 missions.

L'objectif général de ce jumelage était d'apporter un appui à la mise en œuvre de la DCE, et plus particulièrement au processus de préparation des plans de gestion et des programmes de mesures pour les districts hydrographiques.

L'expérience menée pendant près de 18 mois sur le bassin pilote de la Haute Vistule a permis d'élaborer des méthodologies et recom-

mandations développées dans plusieurs guides thématiques, sur le scénario tendanciel, les principaux problèmes de la gestion de l'eau, le programme de mesures..

Ces guides ont été présentés au cours de séminaires et de sessions de formation qui ont permis de diffuser les résultats du projet à près de 1000 participants de toutes les régions de Pologne.

Le jumelage avec la Turquie

Ce jumelage a pour but de fournir un appui au Ministère de la Santé pour l'harmonisation de la législation turque avec les Directives européennes sur l'eau en relation avec la protection de la santé publique et leur mise en œuvre.

Il a démarré en juin 2006 avec l'arrivée à Ankara d'un expert de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne à long terme. Des experts des deux Ministères français (Santé et Ecologie) et d'organismes compétents en matière d'eau (OIEau, BRGM, AFSSA, Agences de l'Eau, laboratoires) participeront aux différentes composantes.



Comité de Pilotage du jumelage "eau et santé" à Ankara

Les premières missions se sont déroulées en juillet 2006 portant sur un état des lieux des eaux de baignade, les laboratoires d'analyse en matière bactériologique, et la surveillance générale des eaux potables. Elles se poursuivent, sur les systèmes d'information, sur les aspects juridiques et réglementaires et sur l'information du public, ainsi que sur les procédures de contrôle qualité et l'accréditation des organismes spécifiquement des laboratoires.

L'ensemble doit contribuer à mettre à jour les pratiques et à introduire les derniers développements dans les secteurs concernés tant en matière de méthodes de surveillance de l'eau potable que pour les baignades, en particulier la nouvelle Directive sur les eaux de baignade (2006/7/CE). Les services turcs concernés sont ceux des Ministères de la Santé, des Affaires Agricoles et Rurales, de l'Environnement et des Forêts, de la Culture et du Tourisme et de l'Intérieur. L'ensemble est prévu de s'achever le 30 novembre 2007.

L'appui à l'Autorité du Bassin de La Volta

Grâce au soutien de la coopération bilatérale française, l'Office International de l'Eau a pu apporter son assistance technique sur ce bassin qui implique 6 pays (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali et Togo).

L'équipe de l'OIEau a accompagné le Comité Technique du Bassin de la Volta (CTBV) - mis en place en Juillet 2004 - dans la mise en place d'un Organisme de Bassin de la Volta pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau, des écosystèmes et autres ressources connexes du bassin.

Ceci a permis d'élaborer les statuts de l'Autorité du Bassin de la Volta, ainsi que son règlement intérieur et financier.



Les projets gagnés sur appels d'offres

Algérie : projet de centre de formation

Le Ministère des Ressources en Eau (MRE) et l'Algérienne des Eaux ont décidé de créer un important Centre de Formation aux Métiers de l'Eau (CFME), à proximité immédiate d'Alger, pour répondre à leur stratégie de renforcement et d'homogénéisation des compétences professionnelles des agents du secteur.

La mise en oeuvre de ce grand projet bénéficie d'un important soutien financier fourni par le Royaume de Belgique - à hauteur d'environ 2,7 millions d'euros - avec l'appui de la Coopération Technique Belge (CTB).

Les missions d'expertise/conseil ont été réalisées par l'OIEau avec les services d'un Cabinet d'architecture algérien (Eurl Baus) pour l'établissement des Avant-Projets Sommaire (APS) et Détaillé (APD) permettant la définition des spécifications architecturales et techniques pour les infrastructures en bâtiments et pour les équipements pédagogiques nécessaires.



Méditerranée : projet RMSU

L'Office International de l'Eau a gagné cette offre avec l'Institut Méditerranéen de l'Eau (IME), leader, et SYKE, bureau finlandais. Les activités ont débuté en janvier 2006 en mettant à disposition du RMSU l'adjoint au chef de projet, le Webmaster ainsi qu'un expert court terme chargé plus particulièrement des aspects "gestion intégrée des ressources en eau".

Le projet de monitoring RMSU a débuté ses activités en Octobre 2005 pour une période de 30 mois, pouvant être éventuellement prolongée de six mois. Le chef de projet RMSU est basé à Amman alors que l'Adjoint au chef de projet est basé à Marseille; l'équipe a mis en place ses installations et les mécanismes de coordination. Deux sessions de formation sur l'établissement des cadres logiques et le bench-marking de projets ont été réalisées en mars 2006, l'une à Amman et l'autre à Marseille. Des missions de monitoring et d'appui ont été réalisées auprès des projets (Egypte, France, Grèce, Jordanie, Liban, Maroc, Palestine, Turquie...). Deux ateliers sectoriels portant sur la méthodologie, le dialogue et la coordination entre les différentes parties prenantes des Projets MEDA EAU ont été organisés en avril 2006.



Afrique : projet d'Observatoire de l'Eau

L'OIEau contribue à la réalisation d'une étude de faisabilité d'un Observatoire régional de l'Eau en Afrique de l'Ouest qui devra faciliter le pilotage de l'ensemble Plan d'Action Régional de GIRE de l'Afrique de l'Ouest et permettre d'assurer le suivi de la gestion de l'eau au niveau des pays et bassins.

Cette étude, réalisée sous le pilotage par l'UCRE (Unité de Coordination Régionale des

Ressources en Eau - CEDEAO), vise à donner un contenu au concept "d'observatoire régional de l'eau" et à préparer un programme permettant la réalisation concrète de l'observatoire. Cette étude est conduite en partenariat avec le bureau JMB Consult.

Maroc

Sur un financement de la BEI, épaulée par l'organisme fédéral allemand de formation continue InWEnt, les 13 régions vont lancer un programme de 18 mois de formation de leur cadre aux techniques les plus modernes de gestion des services publics eau - assainissement - électricité. L'OIEau a été indirectement associé à ce projet par le BE Montgomery Watson and Harz, n°2 mondial dans le domaine.

Kenya

Au mois de Février 2006, les responsables du "MWRE" en charge du suivi de ce projet ont fait de nouveau appel à l'expertise de l'OIEau pour réaliser une session de Formation de formateurs pour une vingtaine d'enseignants du "KEWI", afin de faciliter leur nouvelle orientation en matière de formation continue des adultes en situation professionnelle, en complément des formations "académiques" qui prévalaient jusqu'alors.

Cambodge

L'OIEau s'est engagé dans un contrat conduit par le BCEOM et financé par la Banque Asiatique de Développement et l'Agence Française de Développement sur le projet d'irrigation du Nord-Ouest du Cambodge.

L'OIEau est chargé de la mise en place effective de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau au niveau local. Les administrations déconcentrées au niveau des provinces commencent à pratiquer la GIRE en vraie grandeur.

Bassin du Nil, Ethiopie

A la demande de BRL Ingénierie, attributaire d'un marché avec le Ministère des Ressources en Eau de la République Fédérale d'Ethiopie "institutional setup studies of the Ethiopian Nile Basin (Abbay Basin) Project", l'Office International de l'Eau a participé à ce projet par la mise à disposition d'un expert pour une mission sur place et la préparation d'un projet de Loi sur les Organismes de Bassin ; ce texte a reçu l'approbation des autorités éthiopiennes concernées.